

Histoire du PS Suisse

Script Advanced Organizer

Le Parti socialiste suisse trouve son origine dans le mouvement ouvrier et donc dans l'industrialisation de la Suisse au XIXe siècle. [Slide] L'industrialisation change profondément la vie des gens, de nouvelles technologies comme les machines à vapeur et l'énergie hydraulique peuvent désormais être utilisées pour remplacer le travail manuel. Des lieux sont créés dans lesquels ces nouvelles technologies peuvent être utilisées au maximum : les usines. Le travail se déplace du domicile vers l'usine. Une nouvelle classe sociale est née : la classe ouvrière. Elle travaille dans les usines et est souvent soumise à des conditions plus que difficiles. Au début du XIXe siècle, il n'y a pas de réglementation étatique du temps de travail, de salaire minimum, d'assurance invalidité, de prévoyance vieillesse, d'assurance maladie, d'interdiction du travail des enfants ou encore de règles de sécurité. Même la création de l'État fédéral en 1848 n'y change pas grand-chose. [Slide] Souvent, la détresse des ouvrier·ère·s est grande, si grande qu'ils s'unissent pour lutter pour de meilleures conditions : le mouvement ouvrier voit le jour [Slide]

Des syndicats voient également le jour, c'est-à-dire des associations d'ouvrières ou, à l'origine, des clubs d'ouvrier·ère·s, qui constituent une partie centrale du mouvement ouvrier. [Slide]

Mais très vite, des associations ouvrières se forment dans de nombreux endroits, en partie très influencées par les idées d'un philosophe allemand vivant à Londres : Karl Marx. [Slide] Il s'est distingué comme critique du système économique né de l'industrialisation. La principale critique de Marx est que les ouvrier·ère·s (« le prolétariat », selon Marx) ne voient rien des bénéfices qu'ils réalisaient dans les usines et que les riches propriétaires d'usines (« la bourgeoisie », selon Marx) s'enrichissent toujours plus sur leur dos. Toujours selon Marx, les ouvrier·ère·s dépendent de la bourgeoisie pour leur emploi, ce qui correspond à une forme moderne d'esclavage. La solution qu'il propose est que les ouvrier·ère·s s'unissent et prennent le pouvoir grâce à leur surnombre. En termes marxistes : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Établissez la dictature du prolétariat par la révolution socialiste ».

Afin d'ancrer cet objectif de la manière la plus internationale possible, des congrès ouvriers sont organisés, auxquels participent des représentant·e·s des travailleur·euse·s du monde entier et qui décident de l'orientation politique du regroupement des associations ouvrières. Ces regroupements sont appelés « l'Internationale ». [Slide]

Mais il n'y a pas que des groupements ouvriers d'obédience marxiste. La « Société du Grütli », une particularité suisse, marque le paysage politique de la Suisse au XIXe siècle en tant qu'association ouvrière d'orientation patriotique, qui est également active sur le plan politique. [Slide]

Tout comme les associations ouvrières d'orientation marxiste classique, elle s'engage pour les droits des travailleur·euse·s et dispose de son propre journal (« Grütlianner ») et d'une large offre culturelle et pédagogique pour ses membres, comme c'est le cas des associations ouvrières marxistes. Les journaux, les manifestations éducatives, culturelles ou sportives font partie de la stratégie visant à unir les ouvrier·ère·s et à les former politiquement. L'association du Grütli contribue également à l'amélioration décisive du

statut des ouvrier·ère·s par la loi sur les fabriques de 1877. Ainsi, pour la première fois au niveau national, le travail des enfants est interdit, une protection de la maternité et une durée maximale du travail sont introduites. [Slide]

Sous l'impulsion de l'Internationale et d'une main-d'œuvre de mieux en mieux organisée, différents partis ouvriers locaux voient le jour, avec plus ou moins de succès et de durabilité. Après plusieurs tentatives infructueuses de fonder un parti ouvrier national, Albert Steck [1843-1899] réussit à organiser en 1888 une journée ouvrière pour le Parti socialiste suisse, fondé en 1880. On y adopte une réorganisation complète du parti en déclin. Comme ce n'est alors qu'une organisation fonctionnelle qui voit le jour, le 21 octobre 1888 est pris comme date de fondation du PS Suisse. [Slide]

Le petit parti de l'époque tente rapidement d'attirer l'attention sur lui et prend position à gauche lors des votations, prend part aux manifestations (notamment les cortèges du 1er mai), tente de se faire remarquer par la presse et participe aux élections. Le PS fait son entrée au Conseil national en 1890 avec le Zurichois Jakob Vogelsanger [1849-1925]. [Slide]

La Société du Grütli connaît alors de fortes luttes d'influence interne entre les membres orientés vers la gauche sociale-démocrate (comme le conseiller national PS Vogelsanger) et ceux qui se distancient clairement de l'Internationale marxiste. Ainsi, ses statuts contiennent à la fois un engagement en faveur des « aspirations libérales » et de la Première Internationale sociale-démocrate. Cela permet à la Société du Grütli de supporter de grandes divergences internes et conduit à des réformes sociales libérales. Dans les années 1890, la Société du Grütli et le PS Suisse commencent à se rapprocher, le PS Suisse comptant à ce moment environ 1 000 membres et la Société du Grütli environ 16 000. Après deux défaites retentissantes pour les forces social-réformistes en 1900 (élection proportionnelle du CN et élection par le peuple du CF), la Société du Grütli, en particulier, se trouve désemparée face à l'avenir.

Cela débouche sur la volonté de s'unir avec le PS Suisse. À Soleure, un an plus tard, la fusion organisationnelle des deux est décidée, on parle alors des « noces de Soleure ». [Slide] Certes, la Société du Grütli abandonne son nom, mais elle absorbe de facto le PS Suisse, si l'on considère le nombre de membres. La nouvelle taille du parti renforce également les luttes entre les différentes ailes : la « droite » (les réformistes) et la « gauche » (les révolutionnaires) du parti. Des clivages similaires sont également observés dans la société : les grèves, l'instrument de lutte ultime des ouvrier·ère·s, se multiplient avant la Première Guerre mondiale. Le mécontentement des ouvrier·ère·s était surtout dû à l'augmentation constante des bénéfices des entreprises et au niveau des salaires insuffisants pour assurer la subsistance. [Slide] Ainsi, la grève générale de Zurich de 1912 peut être considérée comme le sommet provisoire de l'activité de grève avant la Première Guerre mondiale. Au niveau des revendications des grévistes, on trouve toujours l'amélioration des conditions de travail, en particulier la réduction du temps de travail et des revendications salariales. C'est également en 1912 que le PS Suisse exige pour la première fois le droit de vote des femmes au niveau national. [Slide]

La Première Guerre mondiale marque un tournant également pour le PS Suisse. Alors que la Deuxième Internationale avait choisi le maintien de la paix comme objectif central lors

d'un congrès de paix à Bâle, elle se désintègre en 1914 avec le déclenchement de la guerre.

Les membres de l'Internationale adoptent majoritairement la position respective de leur pays, y compris le PS Suisse qui, en tant que membre du parlement, se considère comme gouvernemental. On parle de « trêve politique » dans laquelle les intérêts du parti passaient après ceux du pays pour soutenir le gouvernement. [Slide]

Robert Grimm [1881-1958], avec Herman Greulich [1842-1925], l'une des figures centrales des débuts du PS Suisse, tente lors d'une conférence à Zimmerwald, avec d'autres opposants socialistes internationaux à la guerre, de reconstituer l'Internationale socialiste brisée. Lénine et Trotski, qui prendront le pouvoir en Russie trois ans plus tard, y participent également. [Slide]

La trêve ne dure pas longtemps, car la guerre fait remonter à la surface les conflits sociaux qui couvaient. Les membres de l'armée ne reçoivent pas d'indemnités de travail et la solde ne suffit jamais pour compenser la perte de salaire. Par conséquent, les familles de travailleurs sont rapidement plongées dans une grande pauvreté, l'aide sociale n'existant pas encore. De plus, le renchérissement croissant dû à la guerre et le rationnement imposé entraînent une grande détresse dans les couches sociales les plus défavorisées de Suisse, que le gouvernement ne parvient pas à aider. C'est ainsi qu'en 1917, la trêve politique est dénoncée par le PS Suisse qui refuse de nouveau la défense nationale.

En 1918, le comité d'action d'Olten est créé en réaction aux grands problèmes sociaux. [Slide] Il s'agit d'un groupe de membres du PS et de syndicalistes, dont Robert Grimm, qui coordonne des manifestations dans différents endroits de Suisse. Sous la pression du Conseil fédéral, qui mobilise des troupes, et de l'Union ouvrière zurichoise, qui décrète une grève générale illimitée, le comité d'action d'Olten déclenche la grève nationale le 10 novembre 1919, c'est-à-dire l'arrêt de tout travail dans l'ensemble du pays. [Slide] La grève est liée à neuf revendications : entre autres, de nouvelles élections immédiates du Conseil national au scrutin proportionnel (jusqu'à présent, le CN avait toujours été élu au scrutin majoritaire, c'est-à-dire comme la plus grande partie du Conseil des États jusqu'à aujourd'hui), le droit de vote actif et passif des femmes, la semaine de 48 heures et l'introduction de l'AVS. L'appel à la grève est suivi dans presque toutes les régions industrielles de Suisse et environ 250 000 employé·e·s cessent leur travail (pour une population globale d'environ quatre millions). Le Conseil fédéral, qui interprète la grève générale comme le déclenchement d'une révolution communiste à la russe, pose un ultimatum au comité d'action d'Olten pour que ce dernier interrompe la grève, faute de quoi elle serait dissoute par l'armée. Afin d'éviter une guerre civile, la grève est interrompue le 14 novembre 1919. Ainsi, le Conseil fédéral inflige à première vue une défaite au mouvement ouvrier. Grimm et d'autres membres du comité d'action d'Olten sont emprisonnés, mais la grève est néanmoins considérée comme un signal de la force de frappe des ouvrier·ère·s. C'est notamment grâce à la grève générale que la semaine de 48 heures est introduite un an plus tard et que le CN est réélu à la proportionnelle. [Slide] Avec la fin de la Première Guerre mondiale en 1919, les négociations pour une nouvelle Internationale reprennent. Une 3^e Internationale est proclamée, qui est désormais sous le contrôle de l'aile révolutionnaire des partis ouvriers. [Slide] Le PS Suisse accepte d'abord de participer à la 3^e Internationale lors d'un congrès, mais un vote général est organisé et les membres refusent massivement la participation. Ensuite, un nouveau congrès a lieu

pour clarifier la question et en 1920, les réformistes l'emportent à 350 voix contre 213 et l'adhésion est définitivement refusée. La gauche du parti quitte la salle et décide de fonder le Parti communiste suisse (PCS). [Slide]

Cela ne porte pas préjudice au PS Suisse en termes électoraux, puisqu'il obtient en 1931 son meilleur résultat en pourcentage au Conseil national : 28,7 %. [Slide]

Quatre ans plus tard, face à l'Allemagne désormais nazie, à l'écrasement du SPD et à l'Italie fasciste, le PS Suisse revoit ses positions, ce qui se traduit en 1935 par un glissement vers les valeurs réformistes : le paragraphe sur la dictature du prolétariat disparaît et la défense nationale fait son entrée. Il n'est plus question de lutte contre le capitalisme, mais contre le fascisme et pour la démocratie. [Slide] Avec l'attaque d'Hitler contre la Pologne et la Seconde Guerre mondiale qui s'ensuit, on assiste à un mouvement du PS Suisse similaire à celui que l'on a déjà pu observer pendant la Première Guerre mondiale. [Slide] On se range derrière le Conseil fédéral et une deuxième trêve politique commence, qui était bien plus compatible avec le programme du parti de 1935 qu'avec celui de 1914. [Slide]

Les forces bourgeoises sont désormais plus disposées à intégrer la social-démocratie sur le plan politique et c'est ainsi qu'en 1943, le Zurichois Ernst Nobs [1886-1957] est élu premier Conseiller fédéral social-démocrate. [Slide] Il s'agit du sommet provisoire de la discussion toujours très controversée de savoir si le PS Suisse devait participer au gouvernement. Contrairement à la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale entraîne une extension de la sécurité sociale, avec tout d'abord l'introduction d'une allocation pour perte de gain en cas d'engagement militaire, ce qui doit éviter les problèmes de la Première Guerre mondiale. En conséquence, une autre revendication de la grève nationale est satisfaite en 1949 : [Slide] l'assurance vieillesse et survivants (AVS) est introduite. L'AVS, élaborée par les Radicaux, est développée de manière décisive dans les années 60 par le conseiller fédéral socialiste Hans Peter Tschudi [1913-2002] avec l'introduction des prestations complémentaires et de l'AI. L'élection de Tschudi et de Willy Spühler [1902-1990] met fin à une absence de huit ans du Conseil fédéral [Slide]. Désormais, le PS Suisse est représenté par deux élus au gouvernement. [Slide]

Dans les années 60, différents mouvements voient le jour et marquent profondément le PS Suisse. [Slide] On peut citer le mouvement antinucléaire, qui a empêché la construction d'une centrale nucléaire à Kaiseraugst, dans le canton d'Argovie, en organisant de grandes manifestations et une occupation de onze semaines. [Slide]

Un autre mouvement est celui du Mai 68, un mouvement libre et antiautoritaire qui se répand en Suisse dans le sillage des protestations au Vietnam et du mouvement hippie. [Slide] La « jeunesse en mouvement » s'oppose aux contraintes de la société, toujours fortement marquées par l'autoritarisme. On veut plus de liberté et d'autodétermination, des manifestations pour un centre de jeunesse dégénèrent à Zurich et entrent dans l'histoire sous le nom de « Globuskrawalle ». Bien qu'un nouveau parti issu du mouvement de Mai 68 voit le jour, le POCH (Organisations progressistes suisses), les changements se font également ressentir au sein du PS Suisse. Ainsi, la participation du PS Suisse au gouvernement devient un thème de plus en plus important, suscité par les personnalités du Mai 68.

Un autre mouvement, certes déjà actif au sein du PS Suisse bien avant les années 60, mais qui s'intensifie à cette époque, est le mouvement des femmes. Aujourd'hui, on parlerait de courant féministe. [Slide] Comme nous l'avons déjà dit, le PS Suisse a demandé pour la première fois le droit de vote des femmes en 1912, mais cette revendication a toujours échoué au parlement et en 1959 dans les urnes.

Si le droit de vote des femmes est introduit au niveau cantonal (par exemple dans le canton de Vaud en 1959), il faut plus de temps au niveau national. Lorsque le Conseil fédéral prévoit en 1968 de n'adhérer à la Convention européenne des droits de l'homme qu'avec des réserves, afin de ne pas devoir introduire le droit de vote des femmes au niveau national, une large résistance se forme. En premier lieu, des représentantes du PS, comme Emilie Lieberherr, organisent une marche sur Berne en 1969. Sous la pression de la rue, une nouvelle votation est organisée et le 7 février 1971, le droit de vote des femmes est décidé par les hommes. [Slide] Aucun parti n'a recommandé de voter non lors de cette votation et on ne voit presque plus d'affiches hostiles. Mais au niveau cantonal, le droit de vote des femmes n'est pas encore en vigueur et le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures doit être contraint par le Tribunal fédéral d'introduire le droit de vote des femmes en 1990.

Les « initiatives contre l'emprise étrangère » de James Schwarzenbach suscitent également des discussions animées. [Slide] L'initiative ayant récolté le plus de voix (celle de 1970, entrée dans l'histoire sous le nom « d'initiative Schwarzenbach ») voulait inscrire dans la Constitution une proportion maximale de 10 % d'étranger·ère·s et visait surtout les saisonniers d'Italie et utilisait un racisme mal dissimulé et des ressentiments attisés parmi les ouvrier·ère·s. L'initiative est rejetée par 54 % de non, avec une participation de près de 75 % (!). Mais près de la moitié des hommes votent oui et l'ampleur de la peur des Suisses face à une prétendue surpopulation étrangère apparaît pour la première fois, laissant un profond fossé entre les étranger·ère·s et les Suisses.

Deux ans après l'initiative Schwarzenbach, de nouveaux jalons sont posés en matière de prévoyance vieillesse. C'est ainsi qu'en 1972, la décision est prise contre la pension populaire lancée par le PdT et en faveur du modèle des trois piliers que nous connaissons aujourd'hui. [Slide] Le PS Suisse, avec son conseiller fédéral Tschudi, s'engage pour l'introduction de la caisse de pension et du troisième pilier. Il s'agit d'un tournant dans la prévoyance vieillesse, qui fait passer l'accent d'une solution étatique (AVS) à une solution privée (caisse de pension et troisième pilier).

Le droit de vote des femmes permet enfin aux femmes d'entrer au Parlement national et le PS Suisse lance sa première candidate au Conseil fédéral, Lilian Uchtenhagen, en 1983. Mais Uchtenhagen, présentée par le groupe parlementaire du PS, est battue par Otto Stich [1927-2012], soutenu par le camp bourgeois, qui accepte l'élection et empêche ainsi la première femme de devenir Conseillère fédérale. [Slide] L'élection de Stich fait remonter à la surface le conflit qui couve depuis longtemps au sein du PS sur la participation au gouvernement. Des voix s'élèvent ouvertement pour demander le retrait du Conseil fédéral. Le 12 février 1984, ce débat est vivement mené lors d'un congrès du parti et la décision est prise de rester au Conseil fédéral. [Slide]

Les années 80 sont également celles du néolibéralisme. La politique menée aux États-Unis sous Ronald Reagan [1911-2004] et en Grande-Bretagne sous Margret Thatcher [1925-2013] est basée sur la devise : « Le marché va tout régler ». [Slide] Mais en Suisse

aussi, les préoccupations sociales sont reléguées au second plan, tandis que la liberté économique, les privatisations et les impôts bas sont à la mode. Les revendications pour plus de droits pour les personnes étrangères ont également beaucoup de mal à cette époque. En 1981, l'initiative « Être solidaires », lancée par le PS Suisse en réponse aux initiatives contre « l'emprise étrangère » et qui demande une meilleure intégration, est une débâcle : elle n'obtient que 16,2 % de voix. [Slide] Elle n'arrive donc même pas réussi à fédérer l'électorat du PS Suisse.

Outre la question des personnes étrangères, seule la relation avec l'Europe fait l'objet d'un débat aussi émotionnel. La votation du 6 décembre 1992 sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE) en représente un point culminant. [Slide] L'EEE, qui peut être considéré comme le précurseur de l'actuelle Union européenne, est combattu avant tout par l'UDC et sa figure de proue Christoph Blocher. Selon lui, rien de moins que la souveraineté de la Suisse n'est en jeu. Pour le PS Suisse, comme pour le Parlement et le Conseil fédéral, cette votation se solde également par une défaite : le peuple dit non à l'adhésion à l'EEE à 50,3 %. La votation sur l'EEE est considérée comme le signal de départ de la montée en puissance de l'UDC dans les années 90. [Slide] Elle profite de la xénophobie toujours bien présente et de l'attitude critique à l'égard de l'Europe pour devenir le parti le plus fort de Suisse. Parallèlement, la part de voix du PS Suisse, dont l'électorat a déjà commencé à changer fondamentalement depuis quelques années, diminue. [Slide] Le PS Suisse est aujourd'hui majoritairement élu par des cadres moyens et des intellectuel·le·s, les employé·e·s ayant migré vers le centre droit (bien entendu, uniquement celles et ceux qui peuvent voter, ce qui n'est souvent pas le cas aujourd'hui pour les employé·e·s de base, contrairement au passé). Cependant, le PS Suisse continue à s'engager en faveur de cette classe ouvrière, par exemple pour l'introduction d'un salaire minimum en 2014, et ses liens avec les syndicats sont toujours étroits. [Slide]

Dans son programme toujours en vigueur, adopté en 2010 à Lausanne, le PS réaffirme cette priorité : il contient entre autres la vision d'une économie démocratique et exige que les travailleuses et travailleurs puissent aussi participer aux décisions dans leur entreprise. [Slide] De même, le dépassement du capitalisme, l'adhésion à l'UE et l'abolition de l'armée y sont toujours ancrés.

Au cours de la dernière décennie, on peut observer une autre vague de mouvements qui sont toujours pertinents aujourd'hui. [Slide] Ainsi, le mouvement queer, qui s'engage pour l'égalité juridique et sociale des personnes LGBTQIA+, est fortement ancré dans le PS Suisse. [Slide] De même, le mouvement climatique, dont les racines remontent aux années 60, mais qui a pris une nouvelle ampleur avec l'intensification de la crise climatique, est actif au sein du PS Suisse (par exemple, de nombreux membres de la Jeunesse pour le climat sont également membres du PS et de la JS). [Slide]

Enfin, le mouvement féministe est également très présent au sein du PS. [Slide] Il se bat lui aussi pour l'égalité, qui est loin d'être achevée. L'introduction de l'assurance-maternité obligatoire en 2004 a constitué une étape supplémentaire sur cette voie. [Slide]

Tous ces courants ont des points communs : ils luttent pour les droits humains et pour l'environnement. Ils luttent pour la justice, pour l'acceptation, pour la libération de l'oppression et pour une « bonne vie pour toutes et tous ». J'espère qu'avec cet aperçu, j'ai

pu vous montrer que ces sujets sont le fil rouge de l'histoire du PS Suisse et qu'ils continueront, je l'espère, à se développer.

Bibliographie

Source principale :

redboox edition pour le compte du PS Suisse (Ed.): Une pensée unie mais pas unique. 125 ans PS suisse. 2013, Zurich.

Sources secondaires :

Bürgi, Markus: Article sur le DHS sur les Internationales ouvrières. 18.12.2013.
<https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016482/2013-12-18/> [Consulté le 05.04.2022].

Degen, Bernard : Article sur le DHS sur la grève générale. 09.08.2012.
<https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016533/2012-08-09/> [Consulté le 15.03.2022].

Degen, Bernard: Article sur le DHS sur le Parti socialiste suisse (PS). 24.01.2022.
<https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017393/2022-01-24/> [Consulté le 15.03.2022].

Degen, Bernard: Article sur le DHS sur le mouvement de Zimmerwald. 28.11.2017.
<https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017330/2017-11-28/> [Consulté le 15.03.2022].

Müller, Felix: Article sur le DHS sur la Société du Grutli. 22.12.2010.
<https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/017397/2010-12-22/> [Consulté le 15.03.2022].

Stettler, Peter: Article sur le DHS sur Robert Grimm. 23.11.2017.
<https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/004516/2017-11-23/> [Consulté le 15.03.2022].